



Canada : La forte hausse du déficit budgétaire fédéral crée un scandale

Par [Keith Jones](#)

Mondialisation.ca, 03 juin 2009

[WSWS](#) 3 juin 2009

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Économie](#)

Le ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, a admis jeudi dernier que le déficit budgétaire fédéral pour l'exercice financier débutant le 1er avril dépassera les 50 milliards de dollars, presque 50 pour cent de plus que le déficit de 34 milliards \$ qu'il avait prévu dans son budget déposé fin janvier.

Flaherty a expliqué la hausse marquée du déficit projeté par la chute des revenus de taxation, la hausse des demandes pour l'assurance-emploi et le coût du sauvetage de l'industrie automobile.

La forte contraction de l'économie canadienne (l'économie s'est contractée à un taux annualisé de 7,1 pour cent au premier trimestre de 2009) et les baisses subséquentes dans les profits des entreprises et l'emploi a entraîné une chute importante des revenus gouvernementaux.

Depuis octobre, près de 350 000 emplois à temps plein ont été éliminés. Le taux de chômage officiel est passé de 6,2 à 8 pour cent et l'indicateur plus large de chômage de Statistiques Canada (représentant tous ceux qui sont en recherche d'emploi, qui attendent d'être contactés suivant une mise à pied ou qui ont été forcés d'accepter un travail à temps partiel) a augmenté de 4,4 points, atteignant 12,4 pour cent.

Les changements régressifs qui ont été apportés au régime d'assurance-emploi du Canada au cours des dernières décennies font en sorte que la majorité des 1,46 million de chômeurs ne peuvent recevoir de prestations de chômage. Néanmoins, le nombre de prestataires d'assurance-emploi a augmenté considérablement. En mars, ce nombre a augmenté de 65 300, ou 10,6 pour cent, par rapport à février. Durant la période de six mois allant d'octobre 2008 à mars 2009, le nombre de prestataires d'assurance-emploi a augmenté de 36,2 pour cent, atteignant 681 400.

Bien que Flaherty prétende que des indicateurs démontrent que le pire de la crise est derrière nous (lui et le premier ministre conservateur Stephen Harper avaient déclaré en septembre dernier que le Canada n'entrerait pas en récession), il admet que le chômage va continuer d'augmenter dans les mois à venir. L'OCDE et d'autres analystes financiers, y compris la Banque Toronto Dominion, ont prédit que le taux de chômage allait dépasser les 10 pour cent en 2010.

Afin d'empêcher l'effondrement total du secteur de l'automobile, l'un des principaux moteurs de l'économie canadienne, et avec l'objectif d'en faire de nouveau une source

lucrative de profits pour les investisseurs, le gouvernement fédéral du Canada s'est joint à la province de l'Ontario et au gouvernement des Etats-Unis pour fournir de l'aide financière à Chrysler et General Motors. Cette aide est conditionnelle à la destruction des droits et avantages gagnés dans la lutte par des générations de travailleurs de l'auto. Les conservateurs de Harper et le gouvernement libéral de l'Ontario ont menacé de pousser Chrysler, et ensuite GM, à la faillite si le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile n'imposait pas des changements dans la productivité et des diminutions suffisantes des salaires, les avantages sociaux et les régimes de retraite pour réduire le coût horaire de la main-d'œuvre de Chrysler et GM au niveau de celui régnant dans les usines non syndiquées des constructeurs asiatiques.

Flaherty refuse de fournir les détails, avant la mise à jour économique le mois prochain, de la projection du déficit gouvernemental, y compris l'argent mis de côté pour couvrir les garanties de prêt et l'aide destinée aux constructeurs d'automobiles.

Un déficit de 50 milliards \$ serait le plus important de l'histoire du Canada. Mais Flaherty a rapidement ajouté que ce déficit correspond à un peu plus de 3 pour cent du PIB du Canada, soit considérablement moins que les ratios déficit-PIB des Etats-Unis et d'autres pays du G7. Par rapport au PIB, un déficit de 50 milliards de dollars serait aussi moins important que de nombreux déficits encourus par les gouvernements canadiens dans les années 1980 et au début des années 1990.

L'augmentation importante du déficit fédéral a tout de même entraîné des commentaires alarmistes de la part de l'establishment corporatiste canadien. D'abord et avant tout, parce que c'est une indication de l'ampleur et de la profondeur de la crise. Deuxièmement, parce que la grande entreprise croit que la position fiscale relativement forte de l'Etat canadien lui a donné des avantages dans la lutte pour attirer l'investissement et avoir accès facilement au crédit. Troisièmement, parce qu'elle veut utiliser les déboires du budget gouvernemental, comme elle l'a fait dans les années 1990, pour engendrer de nouvelles coupures dans les services publics et sociaux et ainsi placer tout le fardeau de la crise sur les travailleurs.

Les conservateurs ont cité la montée rapide du déficit comme une raison pour résister aux demandes de l'opposition d'étendre la couverture de l'AE et d'augmenter les dépenses dans les infrastructures par rapport à celles annoncées dans le budget de janvier.

Flaherty a insisté cette semaine pour que le gouvernement respecte sa promesse d'éliminer tout déficit budgétaire annuel d'ici l'exercice financier de 2013-2014 sans augmenter les taxes et les impôts. Même en envisageant le plus rose des scénarios, cela requerrait des coupes significatives dans les dépenses. L'économiste Douglas Porter de BMO Nesbitt a dit : « Nous sommes trop loin du compte pour miser sur une reprise de l'économie. »

Les libéraux, qui constituent l'opposition officielle et qui, afin de répondre aux demandes de l'élite économique canadienne, ont abandonné leur tentative de renverser les conservateurs en décembre dernier et ont voté pour le budget « d'aide économique » qui a suivi, font tout un plat de la montée du déficit. Le chef des libéraux, Michael Ignatieff, a accusé Flaherty de mauvaise gestion et a demandé qu'il démissionne, alors que le critique libéral en matière de finance, John McCallum, a dit que des mesures « sévères » devront être prises afin de mettre rapidement fin aux grands déficits.

L'attaque des libéraux sur le déficit « incontrôlé » sert à mettre l'accent sur leurs propres

politiques d'imposition des demandes de la grande entreprise. Sous Jean Chrétien et Paul Martin, les libéraux ont dans les années 1990 imposé les plus grandes coupes de dépenses dans l'histoire canadienne pour ensuite, dans les années 2000, se tourner agressivement vers des diminutions d'impôts pour les entreprises, les gains en capitaux et les revenus personnels tout en payant des dizaines de milliards pour la dette nationale. Les baisses d'impôts avaient un double but : redistribuer le revenu national en faveur des sections les plus privilégiées de la société et enlever à l'Etat les moyens d'entreprendre de nouvelles mesures majeures de dépenses sociales.

Les conservateurs ont poursuivi sur cette trajectoire de droite.

Tout en appelant la grande entreprise à soutenir le vrai parti de la « responsabilité fiscale », les libéraux font un appel cynique pour obtenir l'appui de la population en démontrant les inégalités dans le système de l'assurance-emploi et en demandant un assouplissement « temporaire » des conditions d'accès.

Ce furent les libéraux qui en 1995, dans le cadre de leur assaut massif sur les services publics et sociaux, avaient radicalement diminué le droit aux prestations de chômage et qui avaient rebaptisé l'assurance-chômage pour l'assurance-emploi pour symboliser cet assaut. De plus, lors de la décennie suivante, les libéraux ont siphonné des dizaines de milliards de dollars des « surplus » de l'assurance-emploi dans le cadre de leur campagne pour éliminer le déficit au détriment de la classe ouvrière.

Répétant les demandes auparavant formulées par les syndicats et les autres partis d'opposition, les libéraux demandent que l'éligibilité à l'assurance-emploi soit uniformisée pour tout le pays et que tous ceux qui ont travaillé au moins 360 heures dans une période de douze mois puissent obtenir des prestations d'assurance-emploi. Actuellement, l'éligibilité à l'assurance-emploi varie selon le taux de chômage régional. Les personnes habitant dans les régions connaissant un très haut taux de chômage doivent présentement travailler 420 heures dans une année et celles habitant dans une région où le taux de chômage est faible devant travailler 910 heures avant de pouvoir obtenir des prestations.

Les libéraux croient que cette modeste demande pourrait devenir une des questions clés qui leur permettra d'avoir un soutien populaire, surtout que les conservateurs ont très fortement condamné toute relaxation des conditions d'éligibilité de l'assurance-emploi, même dans le contexte de la plus importante crise économique depuis la Grande Dépression, comme étant une « taxe » imposée aux « Canadiens qui travaillent fort ».

L'appel des libéraux pour une « unique norme nationale » d'éligibilité à l'assurance-emploi, toutefois, est aussi un appel à la grande entreprise. Le monde des affaires canadien se plaint depuis longtemps qu'un accès plus facile à l'assurance-emploi dans les régions où règne le chômage est un frein à la « mobilité de la main-d'œuvre ». L'assurance-emploi empêcherait que les travailleurs dans les régions économiquement moins développées comme les provinces de l'Atlantique, le Québec et le Nord de l'Ontario se déracinent ainsi que leurs familles pour déménager vers des villes où le capital peut mieux exploiter leur travail.

Le NPD s'est joint aux libéraux pour critiquer l'augmentation du déficit budgétaire selon un point de vue de droite. Le critique des Finances du NPD, Thomas Mulcair, un ancien ministre du gouvernement libéral québécois, a dit mardi : « Les conservateurs sont en train de briser tous les records de la médiocrité économique. Ils sont en train de produire les pires déficits

de l'histoire canadienne, pire encore que ceux du [premier ministre progressiste-conservateur] Brian Mulroney, ce qui est beaucoup dire. »

Le NPD et les syndicats ont répondu à la crise capitaliste en allant encore plus à droite. L'automne dernier, ils se sont alliés aux libéraux, le parti de la grande entreprise canadienne traditionnellement au pouvoir, dans une tentative avortée de former un gouvernement de coalition, un gouvernement qui avait promis d'implanter le plan conjoint des libéraux et des conservateurs de réduire les impôts pour les sociétés de 50 milliards de dollars et de continuer à faire la guerre en Afghanistan. Ensuite, lorsque les conservateurs ont fermé le parlement en faisant usage des pouvoirs arbitraires de la gouverneure-générale (qui n'est pas élue), ils ont pris le rang, refusant de chercher à rallier la population contre ce geste anti-démocratique.

Même après que Michael Ignatieff, bien connu pour être à la droite de son parti, ait utilisé cette crise politique pour réaliser son propre « coup » au Parti libéral, le NPD a continué à s'accrocher à l'idée de la coalition, faisant valoir qu'Ignatieff était un « progressiste » jusqu'au moment où il a officiellement proclamé qu'il soutenait le budget de Flaherty.

Les TCA, le plus grand syndicat industriel au pays, se sont ralliés aux manufacturiers de l'automobile, au gouvernement libéral ontarien et au gouvernement conservateur fédéral pour forcer les travailleurs par la menace à accepter d'importantes concessions et l'élimination de beaucoup d'emplois, avançant que l'unique alternative était la faillite.

Ces développements soulignent l'urgence pour les travailleurs d'adopter une stratégie radicalement nouvelle. La classe ouvrière doit être mobilisée pour entreprendre des actions syndicales et politiques indépendantes contre toutes les tentatives de la grande entreprise et de ses représentants politiques de faire payer les travailleurs pour la faillite du système de profit en coupant les emplois, les salaires, les services sociaux et publics, et lutter pour un gouvernement ouvrier.

Article original en anglais, WSWWS, paru le 29 mai 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Keith Jones](#), [WSWS](#), 2009

Articles Par : [Keith Jones](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif.

Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca